

**Union européenne - Consultations  
citoyennes sur l'Europe - Tribune  
de Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes,  
dans le "Journal du Dimanche"**

(Paris, 15 avril 2018)

Aujourd'hui, dans tous les domaines, l'Europe est mise au défi. Du changement climatique au terrorisme, de la révolution numérique aux migrations, aucune réponse nationale isolée n'est à la hauteur d'enjeux qui ignorent les frontières. Sur la carte du monde, l'Union européenne forme un espace unique et envié : unique parce que lui seul défend ensemble les valeurs de liberté individuelle, d'esprit d'entreprise et de justice sociale ; envié parce que plusieurs pays veulent y adhérer, que des centaines de milliers d'hommes et de femmes aspirent à le rejoindre.

Et pourtant... Dans un an, le Royaume-Uni quittera l'Union européenne. Et depuis plusieurs années, d'élection en référendum, de nombreux Européens expriment leurs interrogations, leurs doutes, face à ce grand projet commun, quand ce n'est pas tout simplement leur indifférence. Les électeurs italiens ont marqué lors du dernier scrutin leur déception face à ce qu'ils ont ressenti comme un abandon de la part de l'Union. Pas assez d'Europe, donc. Au Royaume-Uni, les Brexiteurs ont rejeté une Union européenne qui les aurait privés du contrôle de leur destin. Trop d'Europe, ont-ils dit. Partout, la participation aux élections européennes est faible. L'Europe, à quoi bon, pour les abstentionnistes.

Alors comment savoir ce que les Européens attendent, ce qu'ils proposent, lorsqu'ils boudent les urnes ou que recourir au référendum revient à résumer de façon simpliste à une question riche de mille réponses possibles : quelle Europe voulons-nous ? Quelle est votre Europe ?

Cette question, nous avons décidé de vous la poser, largement, librement et d'une manière qui n'a encore jamais été tentée. Dès maintenant et jusqu'à fin octobre, partout dans l'Union européenne, nous vous proposons de participer à des consultations citoyennes pour l'Europe. Mieux, nous vous encourageons à les organiser. Qu'est-ce que cela veut dire ? Partout, dans les mairies, les universités, les chambres de commerce, les lieux de culture, les entreprises, les syndicats, les associations qui le souhaitent, on va débattre d'Europe, dire ce qu'on en attend, ce qu'on espère, ce qu'on regrette, ce qu'on propose. Nous voulons toucher la plus grande variété de publics, quelles que soient les tranches d'âge, les origines géographiques et socio-professionnelles. Il y aura des Européens convaincus, c'est certain, des pourfendeurs de l'Europe, c'est probable. Mais ceux-là s'expriment souvent. Et il y aura aussi toutes celles et tous ceux qui ne se résument pas à une étiquette ou à un mot d'ordre et ceux-là, on leur donne moins fréquemment la parole.

L'initiative est résolument pluraliste, non-partisane et transparente. Pour y participer, ceux qui souhaitent organiser une consultation n'ont qu'à écrire à [consultations.citoyennes@diplomatie.gouv.fr](mailto:consultations.citoyennes@diplomatie.gouv.fr) et à prendre un triple engagement : au pluralisme des opinions exprimées, à

la transparence sur les conditions d'organisation du débat et à rendre publiques les conclusions qui en ressortent, sur le site [quelleestvotreeurope.fr](http://quelleestvotreeurope.fr), qui sera ouvert le 18 avril. En échange, nous pourrions apporter des conseils méthodologiques, proposer des intervenants ou des modérateurs pour animer les débats et, si nécessaire, un soutien à leur organisation. Dans quelques jours, j'installerai à mes côtés un comité de surveillance où tous les partis politiques présents au Parlement ont été invités à désigner un représentant, afin d'être pleinement tenus informés du déroulement de l'initiative.

Le 17 avril, le président de la République prendra part lui-même à une consultation citoyenne pour l'Europe qui se tiendra à Epinal, dans les Vosges. L'initiative des consultations citoyennes sur l'Europe est son idée, mais aujourd'hui elle a fait des petits dans tous les pays. La semaine dernière, j'ouvrais la première consultation à l'université de Zagreb, en Croatie. Le plus jeune Etat membre (la Croatie a rejoint l'Union européenne en 2013) s'est montré le plus dynamique - et les échanges étaient stimulants. Bientôt je serai en République tchèque, à Malte, en Espagne pour donner le coup d'envoi de leurs propres consultations. En France, les premiers projets voient le jour un peu partout, de Saint-Omer à Brignoles en passant par Quimper. Des initiatives se dessinent outre-mer, puisque grâce à nos territoires l'Europe est présente dans trois océans.

D'ici quelques semaines, la Commission européenne complètera ces consultations par un questionnaire en ligne, qui sera lui aussi accessible partout en Europe. Les questions en seront définies non par des fonctionnaires à Bruxelles ni par les dirigeants politiques des 27 mais par un panel de citoyens européens qui décideront ensemble sur quoi vous serez, nous serons interrogés.

L'ensemble de la démarche s'interrompra à la fin du mois d'octobre, de manière à ne pas interférer avec la campagne pour les élections européennes. Viendra alors la restitution du résultat des consultations, sur laquelle s'appuieront les dirigeants européens pour dessiner les contours d'une nouvelle Union européenne. Alors, dites-nous quelle est votre Europe, pour que l'Europe de demain ait un nouveau visage : le vôtre./.